



Journées Internationales de Macroéconomie et de Finance

**Intégration économique en Afrique : la voie vers un
avenir plus prospère.**

Mot introductif de Monsieur Abdellatif Jouahri

Wali de Bank Al-Maghrif

Dakhla, 22-24 mai 2024

Monsieur le ministre de l'Industrie et du Commerce,

Messieurs les Ambassadeurs,

Monsieur le Wali de la région Dakhla-Oued Eddahab,

Monsieur le Président du Conseil Régional de Dakhla-Oued Eddahab,

Mesdames et Messieurs les présidents des Conseils Economiques et Sociaux,

Messieurs les présidents d'universités,

Mesdames et Messieurs les élus et les présidents des Collectivités territoriales,

Eminents chercheurs et professeurs,

Chers amis, chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous remercier d'avoir accepté notre invitation et vous souhaiter la bienvenue à cette rencontre que Bank Al-Maghrib organise avec l'Université Cadi Ayyad de Marrakech et l'Université de Bâle en Suisse en partenariat avec le Conseil Régional Dakhla-Oued Eddahab. C'est un forum annuel de réflexion et de débat sur des problématiques de recherche, académique certes, mais souvent avec des implications en matière de politique publique.

Cette année, nous sommes particulièrement heureux que cette conférence ait lieu dans cette ville exceptionnelle qui illustre l'essor que connaissent les provinces du Sud du Royaume. Celles-ci représentent la profondeur africaine de notre pays et le point de liaison avec le reste du continent.

On ne pouvait donc trouver meilleur lieu pour débattre du thème retenu, à savoir « L'intégration économique en Afrique : la voie vers un avenir plus prospère ».

Je voudrais à cette occasion remercier les autorités locales en particulier messieurs le Wali et le Président du Conseil Régional de Dakhla-Oued Eddahab pour leur soutien qui a grandement facilité l'organisation de cet événement.

Je me réjouis également de la participation de nombreux pays frères et amis du continent aussi bien au niveau diplomatique, à travers leurs excellences messieurs les ambassadeurs ici présents parmi nous, que des décideurs publics et des chercheurs universitaires.

Mesdames et Messieurs,

Vous conviendrez avec moi que l'importance de la problématique que nous abordons aujourd'hui n'a nul besoin d'être justifiée. L'intégration économique favorise la transformation structurelle, les économies d'échelle, l'intensification des échanges et le développement des chaînes de valeur, ainsi que l'émergence de marchés de taille suffisante pour attirer les investissements.

Or, le continent est très peu intégré. La part du commerce intrarégional dans le total des échanges internationaux des pays africains reste limitée, ne dépassant pas 12% contre 60% en moyenne pour l'Europe et l'Asie. L'Afrique demeure de ce fait largement dépendante des marchés extérieurs et par conséquent vulnérable aux chocs, comme nous l'avons constaté lors de la pandémie de la Covid-19 ou encore avec la guerre en Ukraine.

L'Afrique a pourtant un potentiel de développement énorme. Sa première richesse n'est autre que sa démographie avec une population jeune et en forte croissance.

Celle-ci devrait représenter, selon les projections des Nations Unies, le quart de la population mondiale en 2050. Elle est aussi un gisement de ressources naturelles parmi les plus précieuses, de terres fertiles et recèle une riche biodiversité cruciale pour l'avenir de la planète.

Les pays africains sont bien conscients des retombées de l'intégration. De nombreuses initiatives ont été lancées dans ce sens et ont conduit notamment à la constitution des Communautés Economiques Régionales. Certaines sont des projets réussis, d'autres pas encore à l'instar de l'Union du Maghreb Arabe, réputée malheureusement comme l'une des régions les moins intégrées du monde.

Plus récemment, les pays africains ont lancé la zone de libre-échange continentale africaine, désignée communément par la ZLECAf. Cet accord constitue une lueur d'espoir au regard de ses retombées potentielles. En effet, bien que largement approximatives, les différentes évaluations réalisées sur ses impacts montrent des gains substantiels.

Les simulations effectuées par le FMI indiquent que la mise en place de cette zone, si elle est accompagnée des réformes facilitant les échanges, pourrait augmenter la médiane des échanges commerciaux de l'Afrique avec le reste du monde de 15% et avec les pays africains de 53%, ce qui contribuerait à une hausse du PIB médian par habitant de plus de 10%. Elle permettrait également, selon les mêmes estimations, de sortir plus de 30 millions de personnes de l'extrême pauvreté.

Mesdames et Messieurs,

Malgré la volonté politique, l'intégration à plus grande échelle en Afrique fait face à de nombreux obstacles structurels que le continent est appelé à surmonter. Le premier est sans doute l'énorme déficit en matière de capital humain. Les chiffres de la Banque mondiale montrent que chaque année, 2,9 millions d'enfants de moins de 5 ans et 200 mille femmes enceintes décèdent. Sur le plan de l'éducation, 50 millions d'enfants ne sont pas scolarisés, et ceux qui le sont n'apprennent pas suffisamment.

Sur le plan économique, les structures productives restent fragiles dominées par l'informel qui représente plus de 80% de l'emploi. La croissance économique est volatile et largement insuffisante pour offrir des opportunités d'emploi décent à la jeunesse et un niveau de vie convenable à la population. Le Bureau International du Travail estime que 26,1% des jeunes africains de 15 à 24 ans ne sont ni en emploi et ne suivent ni études ni formation.

Dans ces conditions, il est clair que l'Afrique a un long chemin à parcourir. Elle a besoin de valoriser son capital humain pour tirer profit de son dividende démographique, de réformer en profondeur ses économies pour mieux fructifier ses richesses et de combler son énorme déficit en infrastructures. Cela nécessite des ressources conséquentes dans un contexte caractérisé par l'amenuisement des marges budgétaires et le durcissement des conditions de financement. A titre d'exemple, selon la Banque Africaine de

Développement, les besoins non satisfaits de financement pour l'infrastructure se situent entre 68 milliards et 108 milliards de dollars par an.

Outre les ressources financières, la réussite de la mise en œuvre d'un tel agenda de réformes nécessite d'abord un environnement de stabilité politique et de sécurité, qui fait malheureusement défaut aujourd'hui dans certaines régions de notre continent.

Mesdames et Messieurs,

L'intégration économique n'est pas toujours garante de prospérité généralisée. Il n'y a qu'à considérer l'essor de la mondialisation, le plus important mouvement d'intégration commerciale de l'histoire, pour s'en rendre compte.

Celle-ci a permis, depuis ses débuts dans les années 80, de réaliser des gains substantiels en matière de réduction des coûts de production, de développement du commerce, de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Mais, en parallèle, elle a également entraîné un creusement des inégalités inter et intra pays et laissé de larges franges de la population mondiale sur la marge du développement, en particulier sur notre continent.

Aujourd'hui, ses conséquences indésirables, accentuées par les tensions géopolitiques croissantes, induisent un rejet de ce phénomène et l'émergence d'un mouvement inverse, avec une remise en question des règles du commerce mondial et du multilatéralisme, une montée du souverainisme économique et du protectionnisme qui se traduisent par une hausse sans précédent des mesures de politiques industrielles. Nous assistons ainsi à une avalanche de nouveaux concepts qui remplacent progressivement celui de la

mondialisation et du libre-échange. Dans ce sens, on parle de relocalisation, de nearshoring, de backshoring, de friendshoring, ...

Cette fragmentation géoéconomique n'est qu'une partie des changements de paradigmes auxquels nous assistons ces dernières années et qui engendrent des niveaux exceptionnels d'incertitudes qui complexifient davantage l'élaboration et la mise en œuvre de la décision publique et privée. Il s'agit notamment de l'accélération du changement climatique dont le continent subit durement les conséquences, mais également de la digitalisation et de l'intelligence artificielle qui affecterait, selon le FMI, 40% de l'emploi au niveau mondial. L'Afrique n'a aujourd'hui ni l'infrastructure ni les compétences suffisantes pour tirer pleinement profit de cette révolution et en atténuer les risques, ce qui pourrait creuser davantage la fracture avec les pays avancés.

Pour que l'intégration économique de l'Afrique mène à la prospérité désirée, et outre les conditions précitées, il faudrait veiller à ce qu'elle soit inclusive, mutuellement bénéfique, et surtout qu'elle ne soit pas au détriment des pays et des populations les plus vulnérables.

Mesdames et Messieurs,

Au Maroc, c'est la démarche qui a toujours été privilégiée. Convaincu des vertus du libre-échange et des règles du marché, le pays a opté dès les années 80 pour une ouverture et un libéralisme économique réfléchis où la quête de l'efficience et de la compétitivité ne se fait pas au détriment des considérations sociales et de solidarité.

A ce titre, la proximité géographique et historique de l'Europe ne l'a pas distrait de développer des partenariats partout à travers le monde et surtout n'a jamais été au détriment de son appartenance africaine. Feu Sa Majesté Hassan II disait que le Maroc est un arbre, dont les racines sont plongées en Afrique et les branches s'étendent en Europe.

Le continent a toujours occupé une place centrale dans les orientations stratégiques du pays, comme il ressort de nombreux discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI depuis un quart de siècle.

Sa Majesté a souvent appelé à un codéveloppement gagnant-gagnant et lancé des chantiers d'envergure à l'instar du Gazoduc Maroc-Nigéria qui devrait contribuer à la diversification de l'approvisionnement énergétique pour de nombreux pays et de sa participation à garantir la sécurité alimentaire au continent ainsi que l'Initiative Atlantique qui vise à faciliter l'intégration commerciale de plusieurs pays enclavés.

Les politiques publiques en matière d'échanges commerciaux et d'investissement consacrent en général un traitement spécial et favorable aux relations avec le reste du continent, facilitant ainsi l'installation de nombreux groupes marocains dans les services financiers, le secteur minier, les télécoms, l'immobilier, ... Le développement de Casablanca Finance City s'inscrit également dans cette orientation et visait la mise en place d'un hub régional financier et multiservices orienté vers l'Afrique. Le Pays abrite aussi le siège de Africa50 et œuvre à son développement pour promouvoir et faciliter l'investissement dans l'infrastructure.

Mesdames et Messieurs,

A Bank Al-Maghrib, nous nous sommes inscrits pour ce qui est de nos relations internationales dans cette vision globale définie par Sa Majesté. Nous avons incité et accompagné le secteur bancaire dans le développement de ses relais de croissance externe en Afrique. Nous veillons à ce que cette extension se traduise par une contribution réelle au développement des pays d'accueil. Les banques marocaines sont aujourd'hui présentes dans plus d'une trentaine de pays sur le continent où elles réalisent près de 23% de leur activité.

En tant que banque centrale, nous entretenons des relations étroites de partage d'expériences et d'expertise avec de nombreux régulateurs sur le continent soit de façon bilatérale ou dans le cadre d'instances telles que l'Association des banques centrales africaines, la Commission économique pour l'Afrique ou encore l'Union Africaine. Les domaines de coopération ne se limitent pas aux missions traditionnelles des banques centrales, mais nous travaillons aussi sur des problématiques transversales comme celles du climat ou du genre.

Mesdames et Messieurs,

Malgré le contexte international difficile, l'Afrique est appelée à émerger et à trouver sa place au sein de l'échiquier mondial. L'accès de l'Union Africaine en 2023 au statut de membre permanent au sein du G20 et la décision récemment de l'attribution d'un troisième siège au continent au sein du Conseil d'Administration du FMI ne sont que des signes précurseurs de l'ascension inéluctable de l'Afrique vers la position qui lui échoit au niveau international. Fructifier cette dynamique au profit du développement économique et social reste un enjeu qui nécessite de parcourir un long chemin à moyen et à court terme. Et afin de gagner ce pari, « l'Afrique a besoin de faire confiance à l'Afrique » comme l'a souligné Sa Majesté le Roi Mohammed

VI à Abidjan en 2014, et les pays africains sont appelés à travailler ensemble pour un codéveloppement gagnant-gagnant. Comme le dit le proverbe africain, « Seul, on va plus vite ; ensemble, on va plus loin ».

Il ne me reste plus qu'à souhaiter plein succès aux travaux de cette conférence, en espérant que vous aurez l'occasion de profiter des trésors dont regorge cette perle du Sud où se mêlent harmonieusement mer et désert.

Je vous remercie.